RANDLYON

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA MÉTROPOLE DE LYON

2023T0916-LP **RUE DU 8 MAI 1945**

LE PRÉSIDENT DE LA MÉTROPOLE DE LYON

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 412-7, R. 412-9 et R. 417-10 Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code pénal et notamment l'article R610-5,

Vu la loi nº96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 5ème partie, signalisation d'indication, des services et de repérage

Vu le plan de déplacements urbains de l'agglomération lyonnaise approuvé en 1997 et

révisé en 2005,

Vu l'arrêté N° 2021-12-23-R-0934 du Président de la Métropole du 23 décembre 2021 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives,

Vu la demande présentée par COLAS RHONE ALPES AUVERGNE relative à des travaux de reprise de bordure,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des dispositions provisoires de circulation afin que cette intervention se déroule dans les meilleures conditions de sécurité,

Sur proposition de Madame la Directrice générale des services de la Métropole de Lyon

DOSSIER INSTRUIT PAR :

DIRECTION DES ESPACES PUBLICS ET NATURELS SERVICE DE GESTION DU **DOMAINE PUBLIC UNITÉ RÉGLEMENTATION**

Mairie de Villeurbanne 95 rue Château-Gaillard 69601 Villeurbanne CEDEX téléphone 04 78 03 67 89 mail: domainepublic@mairievilleurbanne.fr

> Adresse postale Mairie de Villeurbanne CS 65051

69601 Villeurbanne CEDEX Maintien des traversées piétonnes. en rappelant le service concerné

Standard: 04 78 03 67 67

ARRÊTE

ARTICLE 1

À compter du 14/03/2023 et jusqu'au 17/03/2023, Rue du 8 Mai 1945, de l'Avenue Roger Salengro jusqu'à la Rue Michel Rocard, les prescriptions suivantes s'appliquent :

=> La chaussée sera rétrécie et la circulation maintenue à hauteur des travaux, de 9h00 à 16h00.

Présence d'un homme trafic pour réguler la circulation.

- => La piste cyclable bidirectionnelle à l'Ouest est interdite à la circulation de 9h00 à 16h00.
- => Une voie verte réservée à la circulation des piétons et des véhicules non motorisés est créée sur le trottoir Ouest.

La piste bidirectionnelle est neutralisée pour permettre à l'intervenant de travailler de l'intérieur du trottoir sans bloquer la circulation générale; dont l'entrée sur le périphérique Laurent Bonnevay.

Les cycles pourront emprunter la piste cyclable de l'autre côté de la chaussée en sens Sud-Nord.

Les cycles en sens Nord-Sud pourront exceptionnellement emprunter le trottoir transformé en voie verte (partage piétons/cycles).

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par COLAS RHONE ALPES AUVERGNE. Conformément au règlement de voirie du 25 juin 2012, établi par la Métropole de Lyon, la sécurité et la continuité de circulation des piétons valides et à mobilité réduite, de passage des fauteuils roulants et de circulation des cyclistes seront conservées et rétablies conformément à la règlementation en vigueur.

ARTICLE 3

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 4

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article dernier

Mesdames, messieurs : la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole de Lyon peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Lyon, le 13/03/2023

Pour le Président de la Métropole,

Fabien Bagnon Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives